

RENFORCER LA POLICE OU L'ABOLIR PAS À PAS

Ce tableau détaille les différences entre les propositions réformistes, d'une part, qui perpétuent, voire élargissent le champ d'action de la police et les étapes abolitionnistes d'autre part, qui cherchent à saper et réduire son impact sur l'ensemble de la société. Pour qui lutte en faveur d'une diminution du pouvoir de la police, il existe des manières positives de s'impliquer, en vue du bien commun et d'un monde plus juste.

CRITICAL RESISTANCE (USA) / JEF KLAK (FRANCE)

EST-CE QUE...	RÉDUIT LE BUDGET DE LA POLICE ?	QUESTIONNE L'IDÉE SELON LAQUELLE LA POLICE ACCROÎT LA SÉCURITÉ ?	RÉDUIT LES OUTILS / TACTIQUES / TECHNOLOGIES DONT DISPOSE LA POLICE ?	RÉDUIT LA PLACE DES SERVICES DE POLICE DANS LA SOCIÉTÉ ?	
Le port de caméras-piétons par les policier-es	Non, au contraire. Équiper des agent-es de caméras-piétons requiert d'allouer plus d'argent à la police.	Non. Les caméras embarquées sont vendues comme un moyen de responsabiliser la police, renforçant l'idée que lorsque cela est « bien fait », le métier de police offre plus de sécurité aux gens.	Non, au contraire. Les caméras-piétons sont un nouvel outil fourni à la police qui augmente sa capacité de surveillance, ainsi que son budget pour acquérir de nouveaux gadgets.	Non, au contraire. Les caméras-piétons suggèrent que, sans un « usage excessif de la force », la police n'est pas une menace. Mais on peut éteindre ces caméras et, quand elles sont disponibles, les images peuvent être utilisées pour surveiller la population.	
La police de proximité	Non, au contraire. Les défenseurs de la police de proximité considèrent qu'il faudra embaucher plus de policier-es pour la mettre en place dans les quartiers.	Non. Cette idée se fonde sur la croyance selon laquelle l'objectif de la police est de protéger les gens et que les violences policières sont dues à une « rupture de confiance » entre la police et la population.	Non, au contraire. On enseigne aux policier-es de proximité de nouvelles approches et de nouvelles tactiques.	Non. La police de proximité accroît le nombre de policier-es, en particulier dans les quartiers où vivent les personnes pauvres et racisé-es, perçues comme manquant de confiance envers la police.	
Une meilleure formation pour les policier-es	Non, au contraire. Améliorer la formation des policier-es nécessiterait d'augmenter les ressources allouées à la police.	Non. Cela participe à la croyance que l'on peut se fier à la police en matière de sécurité et que les violences policières sont le résultat d'un manque de formation.	Non, au contraire.	Non. Cela augmentera même le champ d'action de la police. Par exemple certain-es plaident pour former la police à mieux réagir aux urgences psychiatriques, présupposant que c'est à la police d'intervenir pour n'importe quel type de problème.	
Le contrôle citoyen par des Conseils de supervision	Non. Cela pourrait entraîner une augmentation du budget, ou ne rien changer (au mieux).	Non. Mettre en place une supervision ne change pas la violence quotidienne du métier de police, et cela fait croire que les abus sont des exceptions.	Non. Certain-es plaident pour des conseils citoyens « décisionnels », capables de prendre des décisions et d'interdire certaines armes et techniques. Cependant un conseil avec un tel pouvoir n'a jamais existé malgré cinquante ans d'expérimentations.	Non. Cela offre à la police un mandat « populaire » qui la consacre encore davantage en tant qu'institution légitime et réformable. Certains conseils chargés de surveiller la police sont même devenus les garants structurels de son existence.	
Juger les policier-es coupables de meurtres ou d'abus sur les citoyen-nes.	Non. Traduire les policier-es en justice n'a pas d'influence sur le coût de la police.	Non. Individualiser les abus induit une distinction trompeuse entre policier-es « bon-nes » (pour notre sécurité) et « mauvais-es » (les exceptions), au lieu d'interroger les violences policières comme systémiques et l'idée d'une police qui protège.	Non. La plupart du temps, l'attention des médias sur des cas sensationnels conduit à l'attribution de plus de ressources et de technologies pour la police, notamment des caméras-piétons et des formations.	Non. Cela renforce le complexe industrialo-carcéral en faisant du policier coupable de meurtre ou de corruption un cas isolé et non pas une violence systémique. Et cela accreditte l'idée selon laquelle procès et prison sont au service de la vraie justice.	

EST-CE QUE...	RÉDUIT LE BUDGET DE LA POLICE ?	QUESTIONNE L'IDÉE SELON LAQUELLE LA POLICE ACCROÎT LA SÉCURITÉ ?	RÉDUIT LES OUTILS / TACTIQUES / TECHNOLOGIES DONT DISPOSE LA POLICE ?	RÉDUIT LE CHAMP D'ACTION DES SERVICES DE POLICE DANS LA SOCIÉTÉ ?	
Bloquer la rémunération des policier-es suspendu-es le temps d'une investigation.	Oui. Cela permet d'augmenter les budgets consacrés à la communauté. Les contribuables cessent de payer pour les dommages causés par la police contre la population.	Oui. Cela met à mal l'idée selon laquelle les violences policières et les coûts administratifs qu'elles impliquent font partie des risques incontournables de la production de « sécurité ».	Oui. Laisser les policier-es suspendu-es toucher leur paye diminuée, de leur point de vue, les conséquences de leur usage de la force et les autorise en fin de compte à être violent.	Oui. Moins nous soutenons financièrement des policier-es soupçonné-es d'avoir tué ou fait un usage excessif de la force, moins la police est soutenue.	
Suspendre les retraites des policier-es impliquées dans des violences excessives, et interdire leur réembauche.	Oui. Cela permet d'augmenter les budgets consacrés à la communauté. Les contribuables cessent de payer pour les dommages causés par la police contre la population.	Oui. Cela remet en question l'idée que les meurtres et l'usage excessif de la force sont des exceptions et non la règle.	Oui. Cela réduit les possibilités de muter ou de réembaucher un agent connu pour être violent.	Oui.	
Imposer aux policiers de payer les dommages et intérêts versés à une victime.	Oui. Cela permet d'augmenter les budgets consacrés à la communauté. Les contribuables cessent de payer pour les dommages causés par la police contre la population.	Oui. Cela remet en question l'idée selon laquelle la police et ses dépenses sont indispensables à notre sécurité. La population ne devrait pas avoir à payer pour les inévitables violences policières.	Oui. Cela pousse les policier-es à rendre compte de leurs actes, au moins financièrement, et délégitime la fatalité des violences policières.	Oui.	
Limiter les heures supplémentaires et abandonner les formations militaires.	Oui. On peut augmenter les budgets consacrés à la communauté, étant donné que nous n'avons plus à payer pour que les flics apprennent comment mieux faire la guerre à la population.	Oui. Cela remet en question l'idée selon laquelle, pour assurer notre sécurité, la police devrait être formée à « l'antiterrorisme » et aux autres types de surveillance et d'activités d'ordre militaire.	Oui. Les entraînements au tir et les salons d'armement sont l'occasion de renforcer l'infrastructure des services de police et de façonner des outils, technologies et tactiques pour l'avenir.	Oui. Cela empêche la police d'augmenter encore sa légitimité en tant que « premier rempart », ses moyens et ses compétences, qui étendent son influence sur l'espace public et notre vie quotidienne.	
Mettre la priorité sur les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, aux logements abordables.	Oui.	Oui. Repenser la hiérarchisation des dépenses sociales ouvre un espace à l'imagination, à l'éducation et à la réflexion, et cela crée des ressources qui produisent effectivement du bien-être.	Oui. Si nous revoyons à la baisse les budgets de la police, cela réduira le développement des outils et des technologies.	Oui.	
Réduire le nombre de policier-es	Oui.	Oui.	Oui.	Oui.	